

L'EAU



EST A NOUS !

STOP A LA SURFACTURATION ET AU GASPILLAGE pour les USAGERS DU SYNDICAT DES EAUX D'ILE-DE-FRANCE (SEDIF)

samedi 9 février 2008 de 14 à 19h à Ivry-sur-seine

Journée d'information et de mobilisation au 37 rue Saint-Just (Métro Mairie d'Ivry)

1923-2010 : 87 ans de gestion déléguée par le **SEDIF** sans discontinuer à une seule et même société privée : **Véolia** (ex-Vivendi-Générale des eaux).

Logique d'accumulation financière à court terme et désintérêt de nombreux élus, ont conduit aux dérives souvent dénoncées et démontrées, mais toujours niées par les bénéficiaires : appels d'offres complaisants, gestion et comptes opaques, surfacturations, promesses non tenues de renouvellement des réseaux, gaspillages... .

Après les procès sur le financement des partis politiques, les rapports accablants de la Cour régionale des comptes et du Conseil de la concurrence, les enquêtes d'auteurs et d'associations (comme celles de «Que Choisir» soulignant les abus records du SEDIF) de nombreuses villes de France réagissent depuis quelques années. Grandes et petites, ces communes sous la pression des usagers et de leurs associations, avec leurs élus, imposent ou revendiquent le retour en régie publique du service de l'eau.

De partout la pression monte :

- *Appel des maires d'Île de France 2005, et «Appel de Varages» de 2005 « lancé par des élus de tout le pays » ;*
- *Pétition d'ACME France (Association pour un Contrat Mondial l'EAU) 3000 signatures à ce jour ;*
- *Résolution d'ATTAC France portant la question de l'eau au rang de ses priorités ;*
- *Déclaration du maire de Paris s'engageant pour le retour en régie publique dans la capitale ;*
- *Etats généraux de l'eau et de l'assainissement du grand sud-ouest.*

Il est grand temps pour les élus des 146 communes du SEDIF et ses 4 millions d'usagers de réagir !

Devant l'importance de l'enjeu, parce que la procédure de renouvellement risque d'être engagée dès juin 2008 et parce que le contrat en cours expire le 31/12/2010,

ACME-France et ATTAC 94 :

- **appellent à la mise en place d'une coordination d'Île de France des citoyens et des associations pour une gestion publique, démocratique et écologique,**
- **invitent à cette première réunion d'information de concertation et de mobilisation,**

autour des thèmes suivants : ■ *Qu'est-ce qui ne va pas dans la gestion actuelle ?
(analyse critique du contrat en cours)
Quelles alternatives ? Quelle plateforme ?
Quelles actions et mobilisations (objectifs, formes, calendrier) ?*

avec la participation de : ■ *J.L. Touly, président de l'ACME-France et **membre** d'Anticor et d'Attac,
Patrick du Fau de la Mothe, juriste et militant associatif ,
Marc Laimé, journaliste spécialiste de l'eau,
J.C Oliva, animateur de l'Université populaire de l'eau et du développement durable.*

16 janvier 2008